

FACE-À-FACE: LE MUSÉE DES BEAUX-ARTS, À BELLERIVE OU À RUMINE?

Assez pétouillé. Bâtissons!

A lire dans l'ouvrage *Cités saccagées*, Paris 2107: «Lausanne, dont les réussites urbanistiques ne sont pas éclatantes, a du moins évité deux périls majeurs. Au XIXe siècle, on conçut de raser la cathédrale pour la remplacer par un temple du style néoclassique à la mode. Au début du XXIe siècle, projet moins sacrilège mais tout aussi grotesque, on envisagea de défigurer la vaste place de la Riponne, heureusement préservée au fil du temps, en l'encombrant de trois grosses constructions. Avec le recul, on se demande comment des idées aussi farfelues ont pu être prises au sérieux.»

Voilà ce qu'on aimerait lire dans cent ans. Car la proposition d'obstruer la Riponne par trois blocs, dont une fausse grenette pour paysans disparus, est vraiment biscornue. La grande place, sans être particulièrement gracieuse, ouvre un large espace à proximité de la ville ancienne au tissu serré; elle offre un dégagement sur les belles silhouettes des monuments de la Cité; elle s'impose par son ample quadrilatère bordé de constructions dessinées en fonction de ses dimensions; elle peut accueillir d'importantes manifestations – et sera bientôt mieux utilisée au débouché d'une gare du métro. Il est absurde de l'amputer.

Mais le dogme des «riponneux» est qu'un musée des beaux-arts doit être en ville,



L'INVITÉ
JEAN-FRANÇOIS CAVIN
ADEPTE
DU MUSÉE
DE BELLERIVE

«Réalisons à Bellerive une œuvre cohérente, où l'édifice et le site s'harmonisent dans la rigueur et la minéralité: la pierre, le verre, l'eau et le ciel»

même s'il faut bourrer les espaces libres. A quels musées à succès pensent-ils? Au Römerholz de Reinhardt dans le bois surplombant Winterthour? A la Fondation Beyeler dans les vergers à la frontière allemande? A la Fondation Abegg dans la campagne bernoise? Au Centre Paul Klee sur l'autoroute de contournement de la Ville fédérale? A la Fondation Maeght au cœur d'une pinède azuréenne?

Bien sûr, je n'aurais rien contre un projet au centre-ville s'il était plausible. Mais le bricolage des «riponneux» en est loin. Leur musée en trois zones entiè-

rement séparées offrirait au visiteur, à défaut d'un accès visible et commode, l'agrément d'un marathon d'escaliers et de couloirs, et même la joie de reprendre son parapluie pour passer des collections du palais à l'exposition temporaire de la halle sur la place. Et songeons surtout à l'incongruité artistique: le point fort du futur musée résidera dans l'art du XXe siècle; et on le colloquerait dans les salles à l'ancienne de Rumine, perspective d'ailleurs expressément exclue par Jean Planque s'agissant de sa collection prestigieuse?

J'ignore si les «riponneux» croient sincèrement à leur projet ou si certains le lancent comme une opération de diversion. Ce qui est sûr, c'est que son étude, menée jusqu'au point où la comparaison avec le projet de Bellerive serait possible (fonctionnalité, coût... et oppositions!) repousserait toute réalisation bien au-delà d'une législature. Les promoteurs du projet de Bellerive auront quitté la scène. La patience des collectionneurs privés sera épuisée. L'inertie aura triomphé, sous prétexte d'évaluer une proposition probablement sans avenir.

Assez pétouillé! Bâtissons! Réalisons sans plus tarder, à Bellerive, une œuvre cohérente, où l'édifice et le site s'harmonisent dans la rigueur et la minéralité: la pierre, le verre, l'eau et le ciel.»

Débattre pour éviter le référendum!

Débat public: s'agissant d'un nouveau Musée des beaux-arts, ces deux mots font peur au Conseil d'Etat. En effet, après avoir labiné pendant des années, puis gelé le projet pour des raisons financières, le gouvernement vaudois veut rattraper le temps perdu en érudant une large consultation, qui n'a encore jamais eu lieu.

Son projet de décret est assorti d'un historique tendancieux. Par exemple, l'étude commandée à un bureau parisien par le Conseil d'Etat au début des années 1990 et préconisant le maintien du Musée des beaux-arts à Rumine n'est pas mentionnée, alors que l'étude des services de l'Etat qui aboutit à la conclusion inverse est largement citée. De même, l'étude du professeur Pierre Frey, de l'EPFL, en 2006, qui se termine par la proposition de laisser le Musée des beaux-arts à la Riponne, est passée sous silence. On admettrait que le Conseil d'Etat fasse des choix politiques sans se cacher derrière des études d'experts s'il ne justifiait pas l'implantation du musée sur le site de Bellerive en se fondant sur d'autres études d'experts. Sur toute, il ne prend en considération que les spécialistes dont les conclusions sont conformes à ses attentes.

Quant à la proposition, intégrée au projet de décret, d'un



LES INVITÉS
JACQUES CHRISTINAT
COLLECTIF
POUR
UN GRAND
RUMINE*,
ÉLU SOCIALISTE

«Au lieu d'é luder le débat public, le Conseil d'Etat devrait en prendre l'initiative, en commençant par ouvrir un site sur internet»

musée didactique sur le climat, peut-être est-elle séduisante, mais est-ce bien le moment d'entrer en matière? Si la création d'un nouveau musée (à Rumine ou à Bellerive) est déjà problématique, l'hypothèse de deux nouveaux musées simultanés ne peut être que rédhitoire.

Notons que la possibilité du redéploiement du musée sur le site de la Riponne, bien au-delà de ses limites actuelles, n'a jamais fait l'objet d'études. Les opportunités qui se présentent (achats de nouveaux terrains à proximité de l'Université, fin de

bail du Cinéma Romandie à la Riponne, etc.) devraient à elles seules justifier une nouvelle réflexion, qui devrait conduire à redéfinir l'urbanisme de la place de la Riponne et à renforcer le dynamisme du centre-ville, tout en évitant des transports individuels motorisés supplémentaires.

Le collectif pour un Grand Rumine appelle à un débat public qui devrait précéder le vote au Grand Conseil, afin d'éviter un regrettable référendum.

Le Conseil d'Etat ne saurait s'en passer, il devrait même en prendre l'initiative, de manière à apporter les réponses que les citoyens sont en droit d'attendre pour un enjeu de cette importance. Un premier pas pourrait être franchi avec l'ouverture d'un forum sur internet, où les avis et propositions puissent se confronter et les questions trouver réponse. Des états généraux de la culture pourraient ainsi être rapidement mis sur pied, avec la participation du citoyen, principal concerné.

En attendant, le projet «Grand Rumine» reste plus que jamais d'actualité.

*Collectif pour un Grand Rumine. Cosignataires: Julien Goumaz, historien de l'art; Yves Ferrari, élu Les Verts; Michel Thévoz, historien de l'art, professeur honoraire, UNIL. Plus d'info sur www.nmba.ch